

Tunisie : note de travail sur la mouvance Patriote démocrate (avril-juin 2011)

jeudi 30 juin 2011, par [LEROUGE Dominique](#), [NPA \(commission écologie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 30 juin 2011).

Cette note fait partie d'un dossier dont voici les autres pièces :

[Note de travail sur les partis tunisiens \(avril-juin 2011\)](#)

[Tunisie : note de travail sur le PCOT \(avril-juin 2011\)](#)

[Tunisie : note de travail sur la LGO \(avril-juin 2011\)](#)

Note de travail sur la mouvance Patriote démocrate (avril-juin 2011)

Par la commission Maghreb du NPA et la délégation du NPA en Tunisie.

De l'avis général, la mouvance Patriote démocrate [1] est celle qui est la plus implantée syndicalement. En font par exemple partie l'actuel secrétaire général du puissant syndicat de l'enseignement secondaire (et son prédécesseur), ou des responsables d'Unions régionales (comme par exemple celle de Benarous dans la banlieue de Tunis). Les Patriotes démocrates structurent en grande partie la gauche de l'UGTT, qui a pris fait et cause pour les inculpés du Bassin minier de Gafsa-Redeyef et a joué un rôle incontournable dans l'implication du syndicalisme dans la révolution.

Il n'existe pas de différence politique profonde entre la plupart des Patriotes démocrates et des tentatives de regroupement ont lieu entre le PTPD et le MPD.

1. Le Parti du travail patriotique et démocratique (PTPD)

Parmi ses porte-paroles figurent Abderazak Hammami, Mohamed Jmour et Khaled Falah. [2]

C'est le plus ancien des partis dont le nom comporte la dénomination Patriote démocrate. Il a été fondé clandestinement le 29 avril 2005 et a distribué son premier tract le 1^o mai 2005. Il n'a été légalisé que le 19 janvier 2011.

Le PTPD a voulu s'ouvrir à des militants n'ayant pas été marxiste-léninistes. Dans son programme de fondation, il se réclame néanmoins du « *socialisme scientifique* ». Il déclare se battre « *pour éliminer l'exploitation et la domination impérialiste* » afin de parvenir à « *une société sans classes* ». « *Le PTPD se considère comme partie prenante du mouvement socialiste progressiste international* ».

Aujourd'hui, le PTPD soutient Cuba et les régimes progressistes d'Amérique latine. Il s'oppose aux agressions impérialistes en Iran, en Irak et en Libye et se prononce pour une Palestine démocratique

et laïque.

Le PTPD essaie d'être en contact avec la NPA et le PCF. Ses contacts avec le PC libanais sont plus avancés. Des contacts réguliers ont lieu avec le FPLP (Palestine), le PADS (Algérie), Voix démocratique (Maroc), le PC d'Afrique du sud. Le PTPD est en bon terme avec le PTB (Belgique) et participe à son séminaire du mois de mai. Il essaie de nouer des liens avec le PC grec.

Lors des élections de 2009, le PTPD avait fait alliance avec Ettajid (ex-PC), le PSG (scission droitiste du PCOT), le Forum démocratique (membre observateur de l'Internationale socialiste) et des indépendants. Il avait soutenu Brahim (Ettajid) aux présidentielles.

Cette orientation fait dire à des militants d'autres organisations politiques que le PTPD avait connu une évolution droitiste dans les dernières années du régime de Ben Ali, dont sa demande de légalisation en 2006 constituait le premier pas, et l'alliance électorale avec Ettajid l'aboutissement.

Le positionnement du PTPD dans la révolution du début 2011 est, par contre, clairement orienté à gauche. *« Mais, contrairement à certains, le PTPD pense que l'objectif immédiat n'est pas de renverser l'ensemble des classes possédantes. Il s'agit actuellement de renverser la clique la plus extrémiste au sein de ces classes possédantes, la plus mafieuse, la plus liée au libéralisme, et qui est encore bien enracinée dans les activités économiques et administratives, l'administration, la police, l'armée, la justice, etc. ».*

Extraits de textes du PTPD [3]

15 janvier 2011 : *« Notre parti compte rester dans l'opposition et ne pas intégrer le prochain gouvernement, bien que deux de nos alliés de l'Alliance pour la citoyenneté et l'égalité envisagent de participer à un gouvernement d'union nationale (il s'agit du mouvement Ettajdid et du Forum démocratique) ».*

23 janvier : *« Le Parti soutient le combat pour renverser le gouvernement Ghanouchi (ancien Premier Ministre de Ben Ali) et pour interdire le parti RCD »....« Le Parti rejette à la fois le gouvernement Ghanouchi et les manœuvres politiciennes, telles le rappel éventuel d'anciens ministres de Bourguiba à la tête du gouvernement »...« Le Parti propose d'entamer des consultations pour désigner un premier ministre indépendant ; celui-ci pourrait être désigné par les organisations suivantes : l'Union Générale Tunisienne du Travail (centrale syndicale historique), la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme, l'Ordre des Avocats de Tunisie, l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates, l'association des Magistrats et le Syndicat des Journalistes. Ce Premier ministre formerait un gouvernement civil transitoire de large union chargé d'expédier les affaires courantes et de préparer l'élection d'une assemblée constituante »...« Le Parti agit et agira afin que le gouvernement civil transitoire reconnaisse les comités citoyens qui se sont constitués dans la lutte dans de nombreuses localités, qui ont joué un grand rôle dans la chute du système Ben Ali-Trabelsi, et qui ont pris diverses initiatives en faveur de la population (limogeage de préfets, de sous préfets, de commissaires de polices, de PDG d'entreprises...) ».*

26 janvier : *« Il faut dissoudre le gouvernement actuel qui compte dans ses rangs des membres qui ont servi le président déchu, cautionné ses crimes et appliqué ses politiques anti-nationales et anti-populaires et former un gouvernement national, civil, provisoire, chargé d'expédier les affaires courantes et de préparer l'élection d'un Assemblée Constituante ».*

28 janvier : *« Le nouveau gouvernement tunisien jette déjà le masque. Le nouveau gouvernement Ghanouchi, formé le soir du 27 janvier... a entamé son exercice par une vaste et brutale répression des forces dirigeantes de la Révolution tunisienne ».*

11 février : « *Soutien aux comités populaires qui se sont constitués au cours du mouvement révolutionnaire dans de nombreuses localités ; appui pour que ces comités puissent agir au service des citoyens et de l'intérêt public, et prendre les initiatives pour protéger les biens publics et assurer la sécurité* ».

2. Le Mouvement des patriotes démocrates (MPD)

De l'avis général, l'influence des militant.e.s du MPD [4] dans l'UGTT est au moins égale à celle des militants du PTPD.

Ce courant avait, par le passé, refusé de se structurer en parti et avait reproché au PTPD de l'avoir fait en 2005. Il vient à son tour de se constituer en parti.

Le principal porte-parole du MPD est Chokri Belaïd

3. Positionnements communs du PTPD et du MPD

Dans le cadre de leur processus d'unification, une délégation commune du PTPD et du Mouvement des patriotes démocrates ont rencontré, le 23 avril 2011, la délégation du NPA. Voici le résumé de leurs propos :

Sur la situation politique et sociale :

Le pouvoir détient un corps d'armée très discipliné, avec un chef des armées pro-américain. Le corps de police est quasiment intact.

Les arrestations arbitraires et la torture sont toujours présentes. Forte pression de la bourgeoisie et des occidentaux pour contre-carrer la révolution.

La propagande contre-révolutionnaire est libérale, islamiste et pro-américaine/occidentale.

A propos de l'UGTT :

La gauche tunisienne est très active dans l'UGTT, c'est aussi une faiblesse de la construction de la gauche car beaucoup d'implication dans le syndicat et ce, dès les années 70, puis avec les différentes crises (révoltes du pain en 1984, dans les années 90 etc...).

C'est ce travail dans le syndicat qui a favorisé l'implantation et l'organisation des jeunes et des travailleurs, notamment dans les régions pauvres.

Dans beaucoup de régions, les manifestations durant la révolution sont parties des locaux de l'UGTT.

Dans ces régions, les mouvances religieuses ont critiqué celles et ceux qui se rapprochaient des syndicats. Ça les a discrédité et ils n'ont joué aucun rôle dans les régions pauvres pendant la révolution. Elles essayent aujourd'hui de récupérer les mobilisations populaires.

Depuis longtemps, il y a de fortes contradictions entre la direction de l'UGTT, ses directions intermédiaires et sa base. Une bataille interne est donc nécessaire, et elle est bien présente aujourd'hui.

En janvier 1978 (1^{re} grève générale organisée depuis l'indépendance du pays, connu sous le nom des événements du jeudi noir), la direction de l'UGTT a été contrainte de rejoindre, par la pression, les positions de la base. Ça a été aussi le cas en 1984 avec les émeutes du pain, et c'est aujourd'hui le cas avec la révolution.

Parmi les directions intermédiaires ou régionales de l'UGTT, certaines sont dirigées par des

révolutionnaires. Certains secteurs sont très marqués à gauche, comme l'enseignement, la santé, les PTT, les cheminots...

Le PTPD et le MDP sont très implantés dans l'UGTT.

La base de l'UGTT a clairement une orientation à gauche :
plus de revendications sociales, liées aux travailleurs
éradication de la pauvreté au travail, dans la sous-traitance notamment dans le service public
batailles aussi dans le privé

Bien que le PTPD soit pour la pluralité des partis politiques, il se prononce contre la pluralité syndicale qui serait selon lui, dans la période actuelle, source de division des travailleurs.

Trois points sont défendus au sein de l'UGTT par le PTPD et MDP :
la dignité des travailleurs, la démocratie
la question nationale, au sens de la nation arabe
la question patriotique, au sens anti-impérialiste.

Les femmes dans l'UGTT :

Au sein de l'UGTT il y a une commission des femmes travailleuses. Ces dernières ont joué un rôle majeur dans la révolution.

Une des tâches de la gauche tunisienne (sous-entendu la vraie, celle qui n'a pas collaboré avec Ben Ali) est de renforcer la présence des femmes dans les partis et le syndicat, et dans leurs directions.

L'UGTT a depuis longtemps défendu l'égalité hommes/femmes.

La question avait été posée à la fin des années 70, sans aboutir. Puis s'est constituée en 1982 la commission des femmes travailleuses, qui n'a été officiellement intégrée à l'UGTT qu'en 1992.

Le travail de cette commission au sein de l'UGTT a été de mettre en avant l'ensemble des questions féministes.

Conseil National de Protection de la Révolution :

Le CNPR est une émanation directe du Front du 14 janvier. Il rassemble des partis révolutionnaires (PTPD, MPD, PD, PCOT, LGO...), d'autres partis (Mouvement du Peuple, Mouvement Baath, Mouvement d'Union Populaire, Parti du Peuple pour le Développement...) la LTDH, les Avocats, Ennahdha (islamistes)...

Rôle de contrôle de l'Etat/double pouvoir/contre pouvoir.

Il existe des déclinaisons dans les localités. Certains sont dirigés par des révolutionnaires, d'autres par les islamistes, d'autres encore par des réformistes et/ou contre-révolutionnaires.

Dans les localités où les gouverneurs ou les maires sont partis, ces conseils assurent la gestion.

Aujourd'hui, le peuple n'a pas vraiment suivi, manque de conscience politique.

La Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique :

Après la chute des gouvernements Ghannouchi 1 et 2 grâce à la mobilisation populaire et

notamment aux occupations de la Casbah 1 et 2 à Tunis, le gouvernement actuel réussit pour le moment à se maintenir.

Ce gouvernement a mis en place « La Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique » avec l'objectif de lui faire préparer l'élection à l'Assemblée Constituante. Le véritable rôle de cette instance est de tenter de contrôler le processus révolutionnaire, et de faire barrage au Conseil National de Protection de la Résistance.

Cette instance est donc une émanation contre-révolutionnaire du pouvoir. La HI n'a qu'une position consultative puisque tout doit passer par l'approbation du 1^{er} ministre.

Pourtant, parmi les organisations présentes au sein du CNPR, nombreuses sont celles qui siègent actuellement dans la Haute Instance (LTDH, les Avocats, Ennahdha, l'Association Tunisienne des femmes démocrates, le PTPD, le MPD....).

Le PTPD s'est posé la question d'y aller car il est conscient du rôle contre-révolutionnaire de cette Haute Instance (HI). Pourtant, étant donné que beaucoup d'organisations ont décidé d'y aller, le PTPD a donc décidé d'y être, afin d'éviter l'isolement et pour pouvoir pousser de l'intérieur.

Le PTPD maintient en parallèle un fort soutien aux conseils locaux qui sont une véritable émanation de la base, et prône la continuité de la lutte dans la rue.

Le PTPD, selon ses propres dires, a réussi à faire passer quelques points au sein de la HI : interdiction des élections aux ex-membres du RCD (une liste est en cours de préparation, la Haute autorité ne souhaite pas la publier !).

Parité hommes/femmes sur les listes électorales.

Mode de scrutin pour les élections à l'Assemblée Constituante qui va favoriser les petits partis.

Le ministère de l'intérieur n'aura aucun rôle dans l'organisation de ces élections.

Le PTPD est pour la participation de tous les partis révolutionnaires à la HI.

Les élections à l'Assemblée Constituante :

Elles ont été programmées pour le 24 juillet 2011 (mise à jour juin 2011 : elles ont été par la suite repoussées en octobre). Les élus auront pour objectif de rédiger une nouvelle Constitution.

Le PTPD souhaite s'y présenter, si possible au sein d'un front large. Les révolutionnaires devraient tout faire pour participer à cette assemblée, afin de pousser le plus loin possible la Constitution, de la rendre la plus démocratique et la plus révolutionnaire possible.

La jeunesse :

La jeunesse a joué un rôle décisif dans la révolution Tunisienne.

Pourtant, de l'avis général, elle n'a pas été du tout encadrée, s'est mobilisée spontanément au travers d'outils internet notamment (Facebook, Twitter...).

L'ensemble des partis révolutionnaires tentent aujourd'hui de s'y implanter.

Il y a une déconnection historique entre les partis politiques et la jeunesse. Cette dernière est très méfiante que ce soit envers la droite (responsable de la crise etc...) et la gauche qu'elle juge trop faible (écrasement pendant la dictature) et qui fait « peur » à cause de la propagande occidentale

(ce sont des méchants communistes etc...). La jeunesse s'est donc retrouvée marginalisée ou attirée par les islamistes.

L'enjeu est donc aujourd'hui de travailler sur cette question, être présent dans la rue auprès des jeunes chômeurs, dans les facs etc...

Le PTPD compte proposer une organisation autonome de jeunesse.

4. « Les Patriotes démocrates »

Ils sont notamment représentés par Jamel El Azhar, Mohamed Lotfi Limem et Taieb Bou Aïcha.

Ce courant est de taille plus réduite que les deux organisations précédentes.

Il est présenté comme ayant des positions plus radicales qu'eux concernant la participation aux élections et aux institutions. Il est soucieux de débattre du positionnement sur les expériences passées (Russie, Chine, Albanie, etc.). Il ne s'est pas pour l'instant structuré en parti.

Dans leur texte de présentation pour les rencontres anticapitalistes Méditerranéennes de mai 2011, « Les Patriotes démocrates » se présentent ainsi :

« Les patriotes démocrates (EL WATAD : appellations en arabe) est une organisation politique partisane marxiste-léniniste fondée au début des années 1980.. Elle a pour tâche stratégique de participer avec la collaboration de toutes les forces révolutionnaires du monde, à la tête desquelles les communistes, au renversement par la voie révolutionnaire de l'impérialisme mondial, des systèmes réactionnaires et du sionisme (fer de lance de l'impérialisme) en vue d'instaurer le système communiste mondial et d'abolir ainsi et à jamais l'exploitation de l'Homme par l'Homme. La lutte contre l'impérialisme commence obligatoirement par la lutte contre l'opportunisme dans chaque pays, notre organisation agit dans ce sens en Tunisie et dans notre grande patrie arabe, son cap est l'internationalisme prolétarien.

La réalisation de cette tâche historique exige aujourd'hui des communistes un effort colossal pour fonder l'union des ouvriers et des peuples opprimés dans le monde dans un front uni révolutionnaire, non seulement pour faire face à la mondialisation impérialiste réactionnaire mais aussi pour abattre la dictature du capital et de ses agents.

En se basant sur l'analyse marxiste-léniniste de notre époque, l'époque de l'impérialisme et de la révolution socialiste qui reste toujours actuelle, en prenant en considération la nature des systèmes politiques, sociaux économiques et des rapports de production arriérés, se basant essentiellement sur l'agriculture et où existent encore beaucoup de survivances féodales dans notre patrie arabe colonisée d'une façon directe et indirecte, opprimée et morcelée par les forces impérialistes mondiales et la réaction, les patriotes démocrates militent pour la libération nationale de la Tunisie et des autres pays arabes du joug impérialiste, de ses agents indigènes du sionisme et pour l'instauration du système de démocratie populaire étape nécessaire non seulement pour la fondation du socialisme scientifique et le communisme mais aussi pour l'élimination des derniers obstacles qui entravent la formation de la nation arabe (l'impérialisme et la réaction). Tout ce processus révolutionnaire nationaliste et internationaliste prolétarien à la fois, long et difficile à réaliser est indispensable et possible grâce à l'action des communistes authentiques et des autres forces révolutionnaires dans chaque pays et dans le monde entier. les patriotes démocrates œuvrent aussi pour l'unité des communistes de tous les pays qui sont restés fidèles au marxisme-léninisme et à ses grands leaders historiques Marx, Engels, Lénine et Staline en vue de relancer le mouvement communiste international qui a connu une période de reflux à partir de la deuxième moitié du vingtième siècle.

Le mouvement populaire révolutionnaire en Tunisie n'a pas réussi à faire un changement radical du système politique et socio-économique ultra-réactionnaire. Le gouvernement actuel est imposé par les forces impérialistes et les classes réactionnaires dans le pays. Il fait tout son possibles non seulement pour maintenir l'ordre social de classe, d'exploitation et d'oppression mis en place par l'impérialisme et la réaction et défendu par Bourguiba et Ben Ali et le gouvernement actuel mais aussi pour sauvegarder les intérêts du capital international. Ce gouvernement est aidé par ce qu'on appelle « la haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique », instance composée en grande partie de forces réactionnaires parmi lesquelles les intégristes qui ont tous choisi de prendre place dans le camp de la contre révolution dirigé essentiellement par l'impérialisme américain et français. Les acquis politiques de l'Intifada tel que l'Assemblée constituante, la dissolution du Rassemblement démocratique constitutionnel (RCD) parti de ben Ali, de la police politique, des « conseils des députés des conseillers » et l'annulation de la Constitution ... restent formels puisque le RCD existe encore sous d'autres formes, la police politique continue à jouer son rôle coercitif et les élections de la Constituante vont être sous ce gouvernement réactionnaire manipulées par la force de l'argent. La lutte contre les forces impérialistes qui dominent le pays, leurs gouvernement actuel et prochain, leur « instance suprême » fantoche et les forces réactionnaires libérales et intégristes qui les soutiennent doit continuer avec plus de force, d'organisation et avec un cap politique révolutionnaire pour améliorer les conditions de la lutte révolutionnaires, des élections du 24 juillet et pour accélérer l'accumulation vers le changement radical de la société par l'instauration de la démocratie populaire et le passage au socialisme scientifique. Le mouvement révolutionnaire est actuellement descendant, cela aura des conséquences néfastes sur les élections du 24 juillet dans la mesure où la Constituante élue sous un gouvernement réactionnaire et une domination extérieure ne sera pas représentative. Deux positions sont possibles selon l'état de la lutte de classe et les conditions de réalisation des élections : le boycottage actif ou la participation conditionnée. Agir pour la relance du mouvement révolutionnaire est une tâche très urgente sans laquelle les acquis politique réalisés par le peuple seront consommés par la réaction, la constituante sera réactionnaire et l'ordre social actuel qui ne sert pas les intérêts du peuple sera maintenu pour une longue période. »
(Notes prises lors de la rencontre avec la délégation du NPA le 22 avril 2011)

Situation politique et sociale :

Sur l'analyse de la situation, « Les Patriotes Démocrates » analysent les événements comme un soulèvement et non une révolution car les manifestations populaires n'avaient ni direction politique, ni programme politique. Tout cela s'est fait très spontanément, et ce n'est que dans un deuxième temps qu'il y a eu un début d'encadrement politique.

Selon eux, le soulèvement n'a pas été dirigé par l'UGTT, sans nier son importance.

Le soulèvement n'a obtenu que des acquis formels et n'a pas résolu la question principale, à savoir : le pouvoir au peuple. La Tunisie n'est indépendante ni économiquement ni politiquement, et sous le joug des forces coloniales et impérialistes.

L'acceptation des élections à l'Assemblée constituante ainsi que la dissolution des deux Chambres et du RCD se sont faites grâce à la pression populaire. Mais cela reste formel car par exemple le gouvernement actuel a accepté la création de nouveaux partis issus du RCD. De même que la police politique continue à agir.

Ces élections organisées par le gouvernement sont donc fantoches.

La lutte révolutionnaire doit se poursuivre en dénonçant le gouvernement actuel et la Haute Instance.

Il y a donc des divergences avec les autres forces de gauche qui considèrent que la question nationale est résolue et qu'il faut maintenant s'atteler aux élections.

Enfin, la priorité sur la situation actuelle est de combattre l'ingérence impérialiste. A titre d'exemple, il y a 1500 entreprises françaises en Tunisie.

Relation entre le Conseil National de Protection de la Révolution et la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique (HI)

Le Conseil National de Protection de la Révolution est apparu après la chute de Ben Ali, avec la nécessité de surveiller et de contrôler les gouvernements en place.

Les gouvernements Ghannouchi 1 et 2 ont tous deux refusés d'être contrôlés par une instance.

Après la chute du gouvernement Ghannouchi 2, la revendication populaire était de créer un gouvernement provisoire sous la surveillance d'une instance.

C'est là qu'est apparu la Haute Instance (HI) pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, créée par le gouvernement et afin de contrecarrer le Conseil National de Protection de la révolution et de se doter d'une façade démocratique.

Il y a des divergences au sein de la gauche sur la participation à la HI. Pour « Les Patriotes Démocrates », qui n'y siègent pas, les autres forces qui y participent ont trahi les revendications populaires pour ne se consacrer qu'aux élections.

Au sein du Conseil National de Protection de la Révolution, il y avait Ennahdha et aussi des forces réformistes. Ces organisations ont été acceptées avec l'idée de n'exclure personne.

Mais les révolutionnaires ont toujours pensé que ces organisations étaient présentes pour les empêcher d'aller trop loin dans le processus révolutionnaire.

Ces forces là ont déserté de fait le CNPR pour aller à la HI.

Il y a donc d'un côté les révolutionnaires, au sein du CNPR qui essaient d'avancer, et de l'autre la HI qui essaie de ramener en arrière le processus révolutionnaire. *(Commentaire NPA : ce point vu est discutable car Ennahdha est dans le CNPR et certains révolutionnaires sont dans la HI).*

Les Patriotes Démocrates appellent les révolutionnaires (PTPD, MPD) à sortir de la HI, qu'ils surnomment la « Haute Instance de la récupération ».

Les élections à l'Assemblée Constituante :

Puisque les révolutionnaires n'ont pas pris le pouvoir, la bourgeoisie utilise les élections pour stopper le processus.

Sous la pression populaire, la HI a rédigé un protocole pour les élections, une charte pour les candidats. Mais l'ensemble des propositions devront être validées par le gouvernement.

Dans la mesure où les réactionnaires vont tenter de manipuler les élections, « Les Patriotes démocrates » n'ont pas encore décidé s'ils participeraient ou si ils les boycotteraient.

Selon « Les Patriotes démocrates », l'opinion publique est lucide sur l'idée qu'on est sorti de la dictature de Ben Ali, pour tomber dans une autre dictature.

L'article 15 du code électoral empêche les ex-membres du RCD de se présenter aux élections. Le gouvernement a tenté de le remettre en cause, mais la pression populaire et la contestation dans les rangs même de la HI l'a obligé à l'accepter.

Si les élections ont réellement lieu sous le contrôle du gouvernement actuel, il ne pourra en sortir qu'une Assemblée constituante réactionnaire.

L'urgence est donc retourner dans la rue, et l'élection ne sera qu'une étape parmi d'autres.

Les élections ne sont d'ailleurs pas la préoccupation principale de la population.

Par ailleurs, l'insécurité, liée notamment à des milices armées réactionnaires qui agissent dans plusieurs endroits de Tunisie, risque d'influencer les élections et de jouer sur la participation.

Sur l'unité des partis issus de la mouvance patriotes démocrates :

Le 17 avril 2011 a eu lieu une rencontre entre le PTPD, le MPD et Les Patriotes Démocrates où s'est posée la question de l'unification. Le PTPD et le MPD ont trouvé une position commune et entament donc ce processus d'unification.

Pour « Les Patriotes Démocrates », l'unité ne pose pas de problème de principe, mais il faut définir cette unité et sur quelle base la construire.

« Les Patriotes Démocrates » distinguent d'un côté le travail au sein d'un front, avec une base minimale (exemple du Front du 14 janvier ou du CPR), qui doit se poursuivre, et d'autre part l'unité pour un parti, qui doit se faire sur une base maximale.

Pour pouvoir construire cette unité, il faut une base politique et idéologique, qui ne peut se construire qu'avec le centralisme démocratique.

Sur le plan idéologique, il y a divergence car « Les patriotes Démocrates » se revendiquent de Marx, Engels, Lénine et Staline alors que les autres composantes y ajoutent Trotsky, Mao, Gramsci.

« Les Patriotes Démocrates » veulent d'abord discuter de ces divergences et ont proposé lors de la réunion du 17 avril d'en débattre au sein de commissions. Si ces divergences ne sont pas résolues, le parti risque d'être affaibli, et il ne faut donc pas hésiter à être patient.

Notes

[1] Voir sur ESSF le mot clé (7505) : [Patriotes démocrates \(Tunisie\)](#).

[2] Voir sur ESSF le nom d'auteur (8919) [PTPD](#) et <http://www.hezbelamal.org/sitefrancais>

[3] Voir sur ESSF le mot clé (7075) : [PTPD \(Tunisie\)](#).

[4] Voir sur ESSF le mot clé (7504) : [MPD \(Tunisie\)](#).